

Oui, on peut parler d'apartheid en Israël

jeudi 21 avril 2011, par [Correspondant\(es\)](#) (Date de rédaction antérieure : 31 mars 2011).

Le crime d'apartheid, qui est un crime contre l'humanité, n'est pas seulement la réalité historique de l'Afrique du Sud mais une qualification juridique potentiellement applicable à d'autres États. Selon la définition de la Cour pénale internationale, il s'agit d'un « régime institutionnalisé d'oppression systématique et de domination d'un groupe racial sur tout autre groupe racial ou tous autres groupes raciaux et dans l'intention de maintenir ce régime ». Le racisme de l'État israélien résulte de l'idéologie sioniste dont l'objectif est d'assurer la suprématie juive en Palestine.

Sur le territoire israélien actuel, 1,5 million de Palestiniens vivent comme des citoyens de deuxième classe où ils subissent des discriminations. Ils sont légalement défavorisés en ce qui concerne la nationalité et le mariage, l'accès au travail, aux syndicats, à la culture, à la santé et l'éducation et même aux permis de construire qu'ils n'obtiennent presque jamais. Les Palestiniens citoyens d'Israël ne peuvent pas, selon la loi israélienne, posséder des propriétés sur 93 % du territoire qui est exclusivement réservé aux juifs, israéliens ou étrangers (américains, français etc.).

Dans les territoires occupés depuis 1967, plus de 18 000 maisons palestiniennes ont été détruites pour permettre aux colonies israéliennes de s'étendre. Plus d'un million d'oliviers et autres arbres fruitiers ont été arrachés. L'armée israélienne contrôle l'eau de Cisjordanie, en confisque plus de 80 % et revend le reste aux Palestiniens quatre fois son prix.

Aucun droit ne régit le travail des Palestiniens en Cisjordanie, qui ne connaît ni salaire minimum, ni âge minimum, ni maxima horaires. Ils vivent sous l'arbitraire de la juridiction militaire qui peut les mettre en prison sans inculpation, leur faire subir des punitions collectives, des confiscations de terres, des couvre-feux de plusieurs jours, des assassinats ciblés ou des bombardements. Plus de 11 000 Palestiniens croupissent aujourd'hui dans les prisons israéliennes, dans lesquelles de nombreux cas de torture sont dénoncés.

La Cisjordanie est divisée en dizaines de « bantoustans » isolés entre lesquels il n'est pas possible de circuler sans autorisation israélienne, délivrée arbitrairement dans l'un de ses 600 « checkpoints ». Les Palestiniens ne peuvent emprunter les autoroutes reliant les colonies, ni utiliser l'aéroport international de Tel Aviv. Le Mur de séparation empêche physiquement des dizaines de milliers de Palestiniens d'accéder à leurs familles, lieux de travail, écoles, universités ou hôpitaux. 1,5 million de Palestiniens dans la bande de Gaza vivent un cas extrême d'oppression systématique : blocus total, privation des produits de première nécessité, bombardements fréquents et de plus en plus violents (1 400 morts en janvier 2009)...

Près de 6 millions de Palestiniens vivent aujourd'hui en exil et sont discriminés par l'impossibilité de rentrer dans leur pays. À différents degrés, ce sont donc bien tous les Palestiniens (11 millions de personnes, dont la moitié a le statut de réfugié) qui vivent une ségrégation quotidienne.

L'utilisation du mot « apartheid », pour qualifier la situation qu'Israël impose aux Palestiniens, est souvent jugée excessive. Il s'avère pourtant que ce terme est adapté pour décrire et dénoncer leur sort.

Hélène et Linda

Pour en savoir plus, notamment sur les lois israéliennes précises qui constituent le système d'apartheid, le droit international et le parallèle avec l'Afrique du sud : www.bdsfrance.org

P.-S.

* Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 96 (31/03/11).